

**ATTESTATION RELATIVE AUX DECLARATIONS FAITES PAR LE PREvenu A
L'AUDIENCE SUR SA SITUATION FAMILIALE ET ECONOMIQUE**

Mme/Mr _____
demeurant _____
Assisté de Maître _____ avocat commis ou désigné d'office
Audience du : _____
Affaire n° _____

Situation familiale :

- ☐ Célibataire ☐ Marié(e) ☐ Divorcé(e) ☐ Pacsé(e) ☐ Concubin(e)
☐ Veuf(ve)

Enfants et personnes à charge au sens fiscal :

- ☐ Oui ☐ Non
☐ Si oui, préciser le nombre :

Situation économique :

	Prévenu	Conjoint, concubin, partenaire d'un PACS
<input type="checkbox"/> Aucun revenu	_____ €	_____ €
<input type="checkbox"/> Revenu de solidarité active (RSA),	_____ €	_____ €
<input type="checkbox"/> Allocation Adulte Handicapé (AAH)	_____ €	_____ €
<input type="checkbox"/> Allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA)	_____ €	_____ €
<input type="checkbox"/> Salaire, traitement mensuel	_____ €	_____ €
<input type="checkbox"/> Revenus non-salariés mensuels (revenus agricoles, industriels, commerciaux ou non commerciaux)	_____ €	_____ €
<input type="checkbox"/> Allocation de chômage	_____ €	_____ €
<input type="checkbox"/> Indemnités journalières (maladie, maternité, maladie professionnelle, accident du travail)	_____ €	_____ €
<input type="checkbox"/> Pensions, retraites, rentes et préretraite	_____ €	_____ €
<input type="checkbox"/> Autres ressources (loyers perçus, revenus des capitaux, revenus des valeurs mobilières)	_____ €	_____ €
<input type="checkbox"/> Revenus perçus à l'étranger	_____ €	_____ €
<input type="checkbox"/> Pension alimentaire (montant perçu)	_____ €	_____ €
<input type="checkbox"/> Pension alimentaire versée à un tiers	_____ €	_____ €

Situation patrimoniale :

Possédez-vous un bien immobilier autre que votre résidence principale :

- ☐ Oui ☐ Non

Si oui, quel est sa valeur :

Possédez-vous des capitaux mobiliers :

- ☐ Oui ☐ Non

Si oui, quel est le montant de votre épargne :

Informations importantes :

En fonction de vos ressources, vous pouvez obtenir une aide juridictionnelle totale ou partielle.

Dans le premier cas votre avocat sera payé directement par l'Etat. Dans le deuxième cas, l'Etat paiera une partie des frais ; vous payerez le reste selon un accord passé avec lui.

En cas de fausses déclarations, l'aide juridictionnelle peut vous être retirée a posteriori. Vous devrez alors rembourser tout ou partie des dépenses avancées par l'Etat.

Attestation sur l'honneur

Je certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur cette demande d'aide juridictionnelle sont complets et exacts.

Je prends connaissance que la loi punit d'un emprisonnement de deux ans et d'une peine d'amende de 30 000 euros le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir, de faire obtenir ou de tenter de faire obtenir d'une personne publique, d'un organisme de protection sociale ou d'un organisme chargé d'une mission de service public, une allocation, une prestation, un paiement ou un avantage indu en application de l'article 441-6 du code pénal.

Fait à :

Le :

Signature